

## Chapitre 1

---

# Regards rétrospectifs sur le peuplement, l'agriculture et l'insécurité alimentaire

---

1.1	Au cœur des dynamiques de peuplement .....	24
1.2	L'agriculture face aux dynamiques de peuplement .....	28
1.3	L'insécurité alimentaire et la résilience .....	35

### **Messages clés**

- La transition démographique ouest-africaine se poursuit accompagnée d'une redistribution spatiale des populations. Ces dynamiques de peuplement façonnent les trajectoires économiques, sociales et politiques de la région ;
- L'urbanisation, manifestation de ces dynamiques, atteint 41 % au niveau régional. Entre 1950 et 2010, la population urbaine s'est multipliée par 20, passant de 6 millions à 118 millions d'habitants, alors que la population totale a quadruplé. Le développement des villes est depuis les années 1980 plus le fait de leur croissance naturelle que des migrations. Cette croissance urbaine continue participe de l'intégration de l'espace rural à l'économie de marché ;
- Les performances agricoles sur les trois dernières décennies placent les pays de la région parmi les premiers au niveau mondial. La production alimentaire par tête augmente au taux de 1,9 % par an. La dépendance alimentaire vis-à-vis des importations demeure faible au niveau régional ;
- Depuis les années 1990, la sous-alimentation et la faim reculent. Les crises demeurent fréquentes, des groupes vulnérables et la résilience fragile.

## 1.1 AU CŒUR DES DYNAMIQUES DE PEUPEMENT

### Croissance et transition démographiques

En 60 ans, entre 1950 et 2010, la population de l'Afrique de l'Ouest passe de 72 millions à 290 millions d'habitants ([Graphique 1.1](#)). Elle représente 28 % de la population du continent africain. Elle franchira 300 millions en 2012. Si l'on considère l'Afrique de l'Ouest comme « un pays unique », elle est alors le quatrième pays le plus peuplé au monde, derrière la Chine, l'Inde et les États-Unis (7<sup>e</sup> en 1950). Selon les estimations actuelles, sa population dépassera celle des États-Unis avant 2020. La croissance démographique moyenne a été de 2,3 %, atteignant 2,7 % au début des années 1980. Elle s'élève actuellement à 2,2 %.

L'Afrique de l'Ouest est l'une des dernières régions du monde à ne pas avoir achevé sa transition démographique. La forte croissance démographique de ces dernières décennies correspond à l'entrée dans une phase caractérisée par la réduction de la mortalité et à des taux de natalité encore élevés ([Graphique 1.2](#)). La diminution de la fécondité est manifeste (-1,3 enfant par femme en 50 ans), cependant très inégale selon les pays. Le Niger, le Mali, le Tchad, le Burkina Faso, le Libéria, la Guinée-Bissau ou la Sierra Léone sont encore dans la phase 2 de la transition démographique et connaissent une très forte croissance de leur population. D'autres pays comme le Togo, la

Côte d'Ivoire, le Ghana, la Mauritanie et le Cap-Vert approchent la dernière phase de la transition démographique caractérisée par une stabilisation de la croissance de la population liée à la baisse de la natalité et de la mortalité.

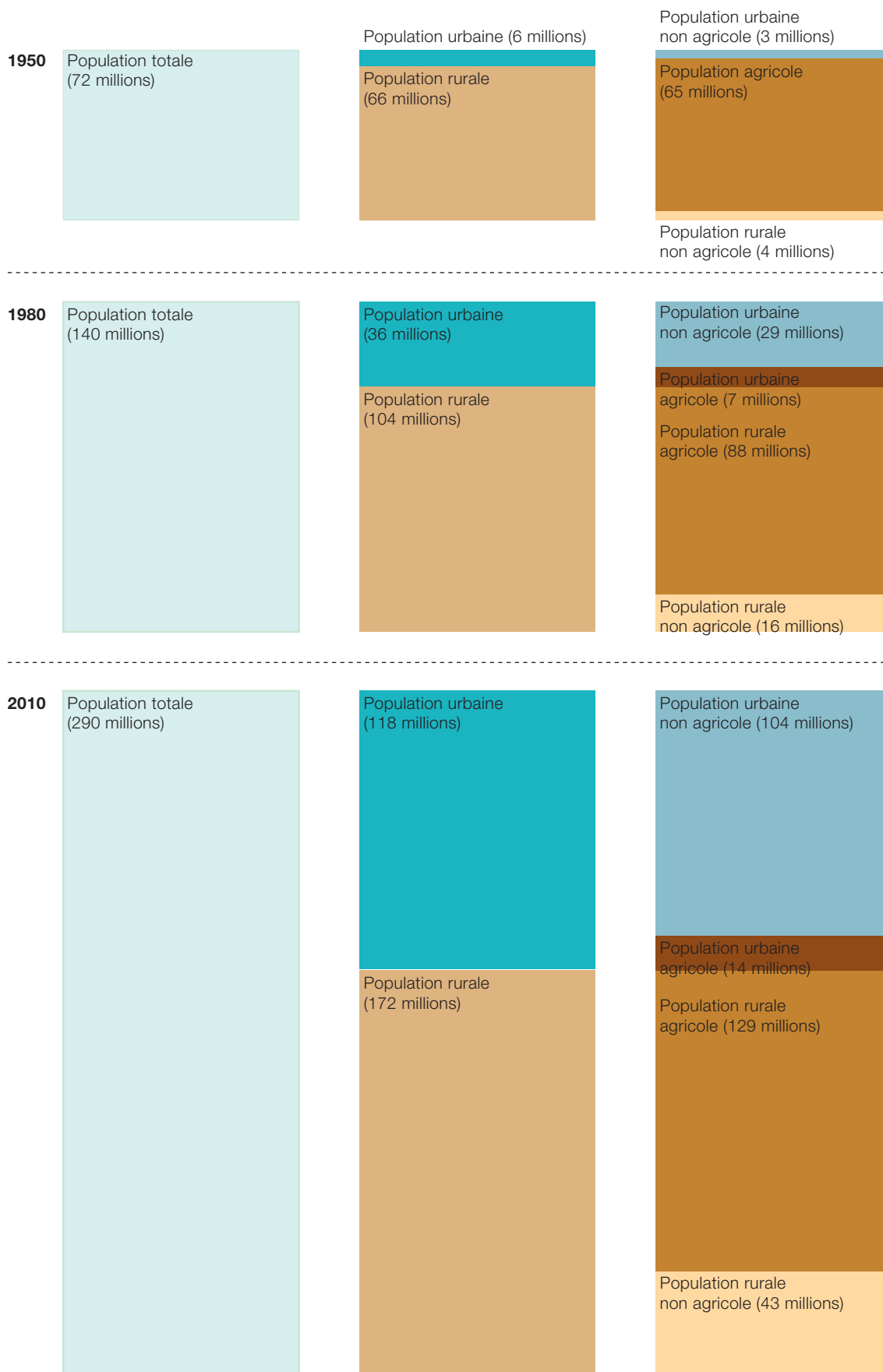
Historiquement, les phases 2 et 3 des transitions démographiques sont toujours accompagnées d'une redistribution spatiale des populations. Ces dynamiques de peuplement<sup>1</sup> façonnent les trajectoires économiques, sociales et politiques de la région.

### L'urbanisation

L'urbanisation est l'une des manifestations les plus spectaculaires de ces dynamiques de peuplement. Entre 1950 et 2010, la population urbaine est multipliée par 20, passant de 6 millions à 118 millions d'habitants, alors que la population totale est multipliée par 4 ([Graphique 1.1](#)). Le corollaire de ce phénomène est une géographie économique et sociale complètement transformée (Banque mondiale, 2009). Alors qu'en 1950, l'Afrique de l'Ouest est une région faiblement peuplée et majoritairement rurale qui compte six centres urbains de plus de 100 000 habitants avec un niveau d'urbanisation de 8 %, elle compte aujourd'hui plus de 122 villes de plus de 100 000 habitants avec un niveau d'urbanisation de 41 %. Ainsi, l'image traditionnelle d'une Afrique de l'Ouest essentiellement rurale ne reflète plus la réalité et la reflètera de moins en

Graphique 1.1

Schéma des dynamiques de peuplement, 1950–2010



Source : CSAO/OCDE 2012

moins. Les villes et leurs habitants déterminent de manière croissante le paysage économique, politique et social de la région.

La croissance de l'urbanisation est extrêmement rapide entre 1950 et 1980. La population urbaine augmente à un taux annuel supérieur à 6 %, soit un doublement tous les 11 ans. Entre 1980 et 2010, cette croissance ralentit pour

Dès 1980, le nombre de « nés en ville » excède celui des migrants ruraux



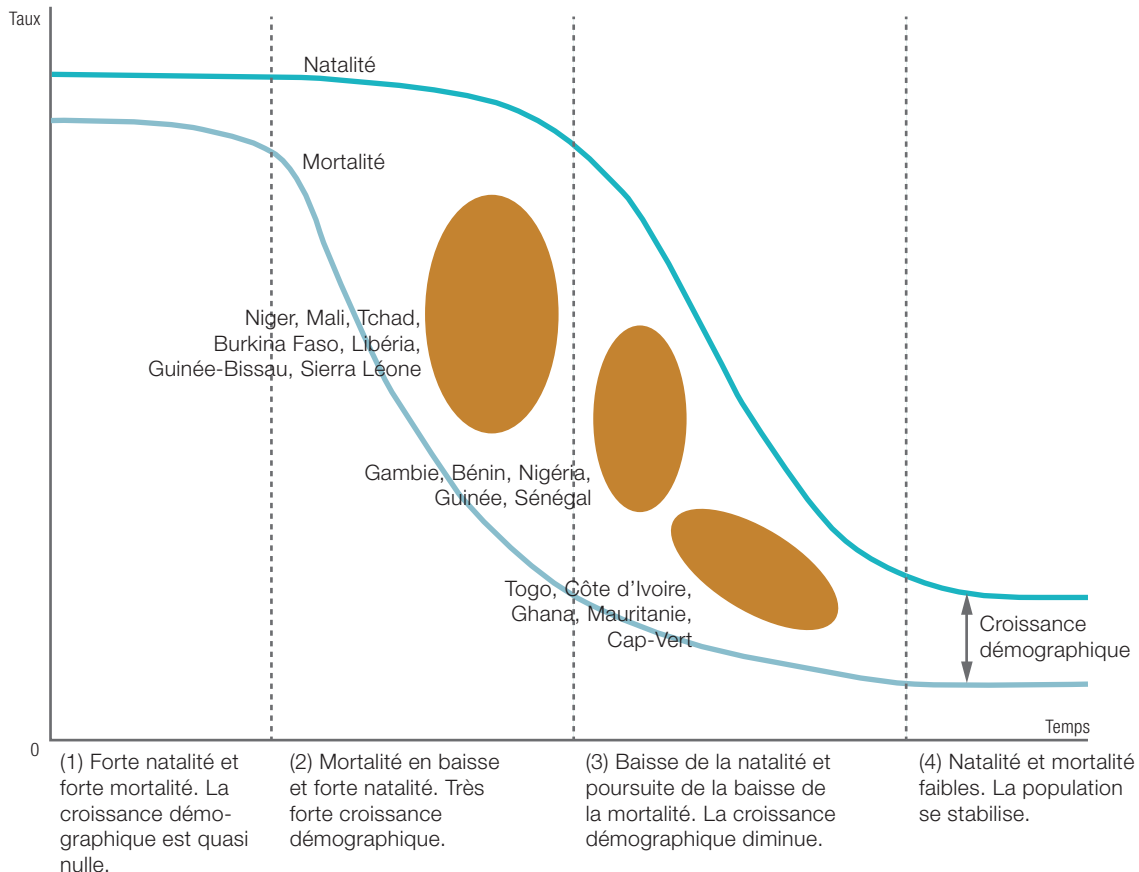
atteindre 4 %. Alors qu'en 1950, aucun pays n'avait un niveau d'urbanisation supérieur à 20 %, en 2010, huit pays montrent un taux proche ou supérieur à 50 %. Les trois pays enclavés que sont le Mali, le Niger et le Tchad sont les seuls en 2010 à avoir un taux d'urbanisation inférieur à 25 %. Cependant, ces pays montrent des taux de croissance de la population urbaine supérieurs à la moyenne (Graphique 1.3).

Entre 2000 et 2010, la population urbaine augmente de 34 millions, dont 23 nés en ville. Dès le début des années 1980, ce nombre excède celui des migrants ruraux (Graphique 1.4).

Les villes ont grossi en taille et en nombre. Alors qu'en 1950, la région compte 64 agglomérations de plus de 20 000 habitants, elle en enregistre aujourd'hui 712, dont 18 de plus de 1 million d'habitants. Lagos (Nigéria), avec ses 10 millions d'habitants, est la plus grande ville de l'Afrique subsaharienne.

Six des dix plus grosses villes se situent sur la côte (Lagos, Abidjan, Accra, Dakar, Conakry, Lomé) les quatre autres étant les anciennes cités d'Ibadan (Nigéria), Kano (Nigéria), Kumasi (Ghana) et Bamako (Mali). Les capitales sahéliennes Ouagadougou (Burkina Faso), Niamey (Niger) et N'Djamena (Tchad) – respectivement les 11<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> villes les plus grandes de la région – ont grossi au même rythme que les villes côtières, voire plus rapidement, comme c'est le cas de Ouagadougou.

Graphique 1.2 Transition démographique et pays ouest-africains, 2009

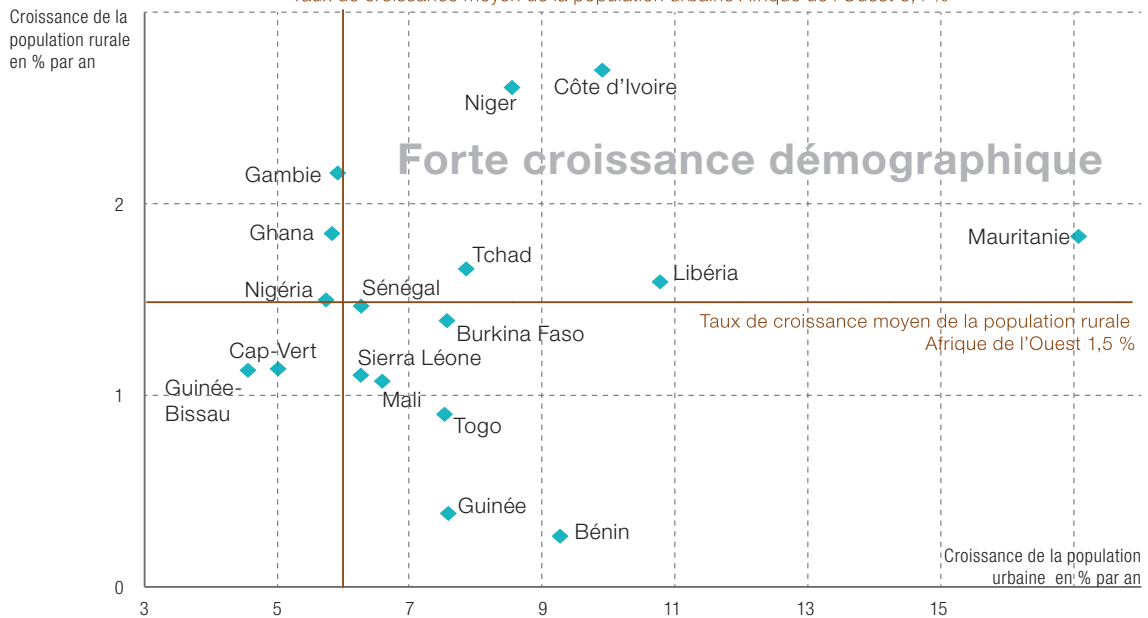


Sources : CSAO/OCDE 2009 ; Banque mondiale 2012

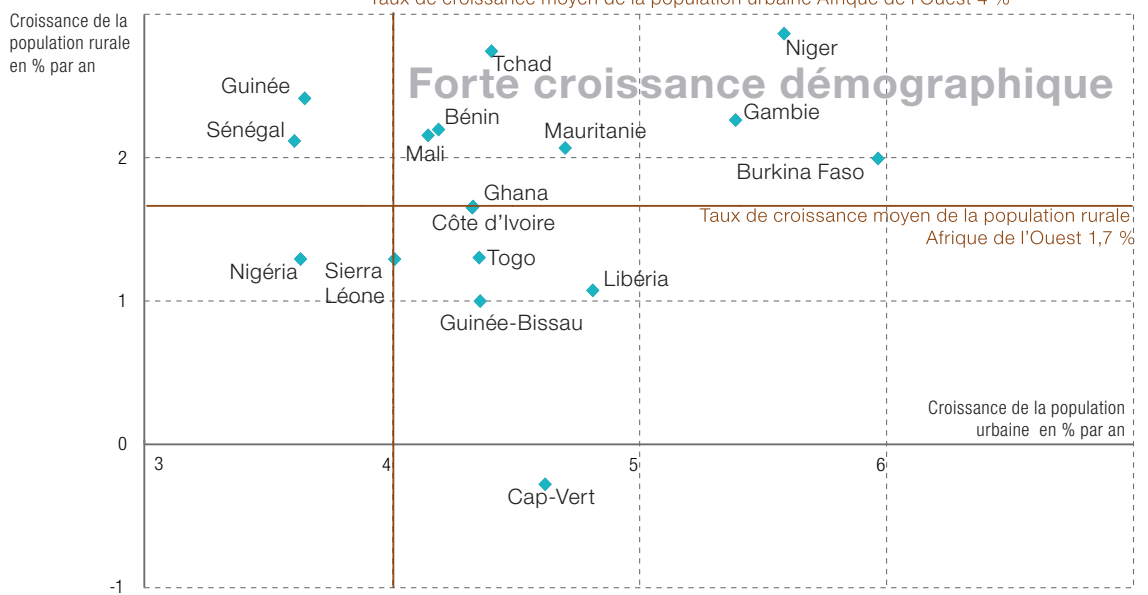
Graphique 1.3

Taux de croissance des populations urbaine et rurale

1950-1980



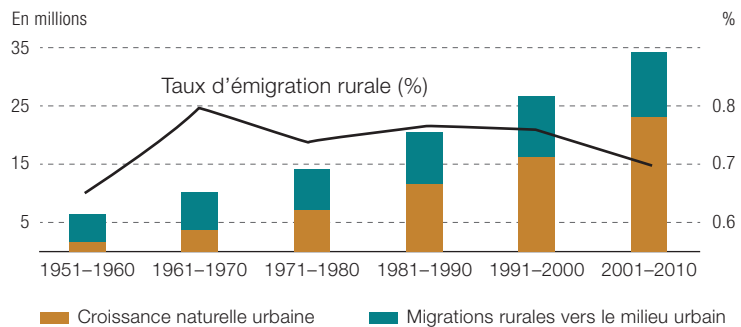
1980-2010



Sources : Africapolis, NU ; calculs des auteurs

Graphique 1.4

Composition de la croissance urbaine



Source : CSAO/OCDE 2012

Sur les 712 agglomérations de plus de 20 000 habitants, près de la moitié se trouvent au Nigéria (298) (Graphique 1.5). Cependant, c'est en Côte d'Ivoire que le nombre d'agglomérations urbaines a le plus augmenté, passant de 2 en 1950 à 25 en 1980 et 64 en 2010. Le Bénin, le Togo, le Burkina Faso et le Tchad sont les seuls autres pays à avoir vu le nombre de leurs villes multiplié par plus de 20. Dans ces pays, l'augmentation des agglomérations urbaines s'est produite principalement entre 1980 et 2010.

Si l'urbanisation est la caractéristique principale des dynamiques de peuplement dans tous les pays, la densité des réseaux urbains varie cependant à travers la région. Dans certains pays, un réseau de zones urbaines a émergé alors que dans d'autres, l'urbanisation est plus concentrée, ce qui reflète des contextes historiques, politiques et économiques différents (UN Habitat, 2010). En moyenne, la distance séparant les agglomérations a été divisée par trois, passant de 111 km à 33 km entre 1950 et 2000. Cette dynamique a ainsi considérablement amélioré et entraîné l'intégration de l'espace rural à l'économie de marché.

### Le peuplement rural

L'urbanisation n'a pas eu pour conséquence de vider les zones rurales. La population rurale est passée de 66 millions en 1950 à 172 millions en 2010. Les densités rurales ont augmenté presque partout mais à des degrés divers. Les modes de peuplement ruraux sont influencés par deux tendances. Tout d'abord, des mouvements intra-régionaux et nationaux de migration rurale-rurale touchent les agriculteurs à la recherche de terres agricoles disponibles et

productives (ou des emplois rémunérés dans les exploitations commerciales). Ces mouvements se produisent à l'intérieur des pays, du nord au sud, particulièrement dans les pays sahéliens et traversent aussi les frontières, en direction des principaux bassins de production de culture de rente (cacao, café, etc.) des pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria). Ce modèle est caractéristique de la période qui suit les indépendances (1960–1980). La seconde tendance qui s'inscrit sur la durée est la concentration croissante de la population rurale à proximité des centres urbains, suivant ainsi les débouchés commerciaux créés par la demande alimentaire des villes.

Ces tendances se traduisent par une forte hétérogénéité des peuplements ruraux. Quelques centaines de kilomètres peuvent séparer des zones rurales de haute densité de zones où la densité rurale est inférieure à 2 habitants/km<sup>2</sup>. Ces diversités existent à l'intérieur d'un même pays et entre les pays. En 1960, 50 % de la population rurale était concentrée sur moins de 11 % de la superficie des terres (à l'exclusion des zones désertiques) (WALTPS, 1998)<sup>2</sup>. Aujourd'hui, 15 % de la population rurale vit dans des zones rurales de haute densité (>150 hab/km<sup>2</sup>) couvrant seulement 2 % de la superficie des terres non désertiques. Ces zones rurales de forte densité se situent toutes dans le bassin urbain d'une ville de plus de 50 000 habitants.

L'espace rural s'est donc également densifié, au sens où les producteurs agricoles ruraux sont aujourd'hui plus proches des centres urbains qu'autrefois. Une relation spatiale ruraux-urbains s'est installée et développée (Carte 1.1).

## 1.2 L'AGRICULTURE FACE AUX DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT

### Une production alimentaire en forte croissance

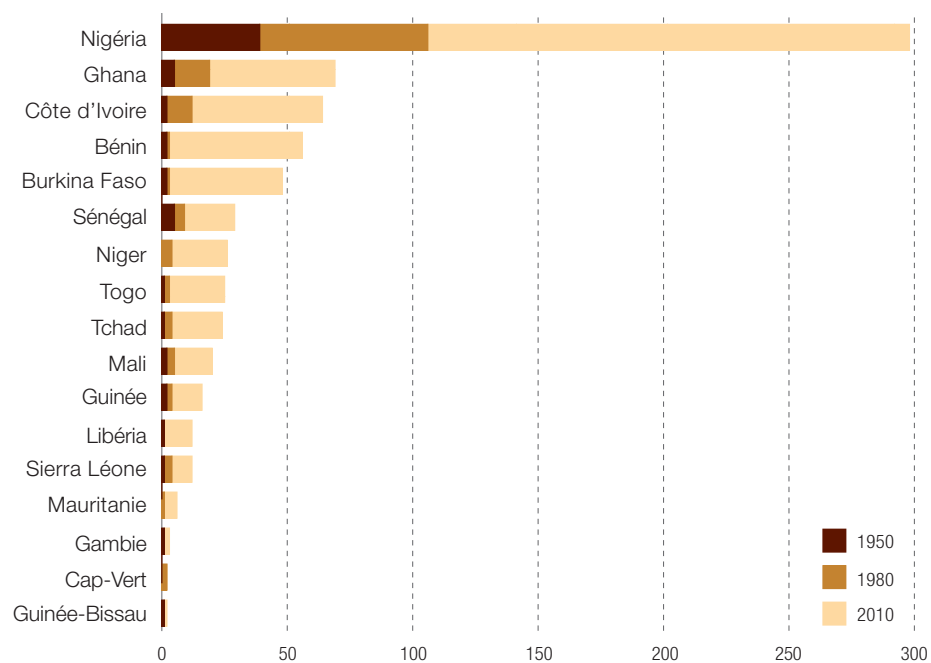
Au cours des trente dernières années, l'Afrique de l'Ouest est la région du monde qui montre la croissance la plus rapide en termes de production agricole. La production agricole brute augmente au taux annuel moyen de 3,7 % (la moyenne mondiale étant de 2,2 %), soit un triplement entre 1980 et 2010. Le Burkina Faso et le

Ghana sont respectivement classés par la FAO 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> sur 136 pays et le Bénin, le Niger, le Mali et le Nigéria se trouvent parmi les 25 premiers pays (Graphique 1.6).

La croissance de la production de céréales, une des composantes les plus importantes de la consommation alimentaire, est encore plus rapide. Neuf pays ouest-africains figurent parmi les 20 meilleurs performeurs mondiaux. La croissance annuelle moyenne de la région, qui atteint

Graphique 1.5

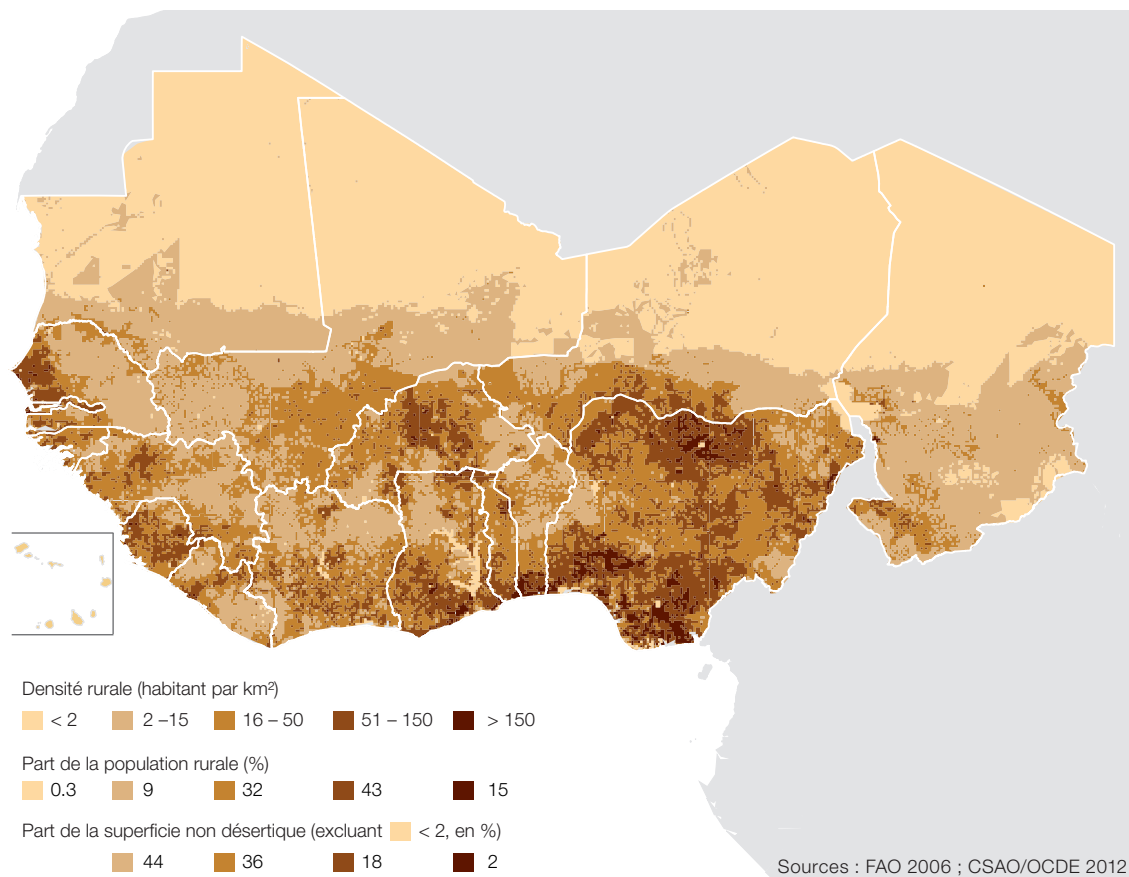
Nombre d'agglomérations urbaines de plus de 20 000 habitants



Sources : Africapolis 2008 ; CSAO/OCDE 2012

Carte 1.1

Densité rurale, 2000



3,8 %, dépasse celles du Brésil (2,4 %) et de la Chine (1,7 %) (Graphique 1.6). Cette performance régionale masque des différences entre les pays tout en étant dans l'ensemble plutôt homogène. Les plus mauvaises performances concernent les pays touchés par les conflits et l'instabilité politique : Libéria, Mauritanie, Sierra Léone, Tchad et Côte d'Ivoire. Cependant, si l'on observe une période plus récente, entre 2000–2010, la Mauritanie, le Tchad et la Sierra Léone enregistrent des taux de croissance plus rapides que la moyenne régionale (Sierra Léone 8,1 %).

La production alimentaire disponible pour la consommation<sup>3</sup> (avant prise en compte des importations) est passée de 1 661 kcal par habitant et par jour en 1980 à 2 397 en 2007, soit une augmentation de 1,4 % par an (Graphique 1.7). La

La croissance annuelle moyenne de la région (3,8%) dépasse celles du Brésil et de la Chine.



FAO définit le besoin énergétique alimentaire minimum moyen par personne comme équivalent à 1 800 kcal/habitant/jour<sup>4</sup>. En 2007, 10 des 17 pays ouest-africains, représentant 90 % de la population régionale totale, produisaient plus que ce besoin énergétique minimum. Cependant, cette production diffère de l'offre alimentaire réelle du fait que certains produits importés contribuent de manière significative à l'offre énergétique alimentaire. C'est notamment le cas du Cap-Vert, du Sénégal et de la Mauritanie. La disponibilité énergétique

alimentaire totale, incluant les importations nettes, atteint 2 628 kcal/habitant /jour en 2007.

Au total, on assiste à un décollage de l'agriculture à partir des années 1980. La libéralisation des marchés agricoles à partir du milieu des années 1980, la dévaluation du FCFA en 1994, une amélioration des infrastructures et le développement du marché lié essentiellement à la demande de la population urbaine croissante, ont favorisé cette mutation (voir Encadré 1.1).

### Un poids d'importations constant

Au cours de la période 1961–2009, la valeur des importations totales de denrées alimentaires augmente de 7,4 % annuellement, passant de 280 millions USD à 8,8 milliards USD (Graphique 1.8). Cependant, les statistiques montrent deux phases distinctes, 1961–1980 et 1980–2009. Durant la première phase, les importations augmentent de 13,8 % annuellement et chutent ensuite à 3,5 % annuellement pour la période 1980–2009. Cet infléchissement correspond à une tendance de la production agricole qui s'est fortement accélérée à partir de 1980. Les exportations de denrées alimentaires et animaux ont suivi une tendance similaire, avec des exportations augmentant de 10,2 % annuellement entre 1961 et 1980 et diminuant jusqu'à 2,9 % pour la période suivante. La balance commerciale s'est détériorée progressivement, passant d'un excédent de 260 millions USD en 1961 à une balance commerciale équilibrée en 1980. Depuis,

#### Encadré 1.1

Les mutations agricoles identifiées par la CEDEAO

Alors que prédomine une agriculture fondée sur de très nombreuses exploitations de type familial, le secteur agricole ouest-africain n'en a pas moins subi au cours des vingt dernières années de profondes mutations :

- Une forte progression des volumes de production, en général supérieure à la croissance de la population régionale. Le volume de production de la quasi-totalité des

spéculations (exception faite du cheptel bovin) a plus que doublé entre 1980 et 2000 ;

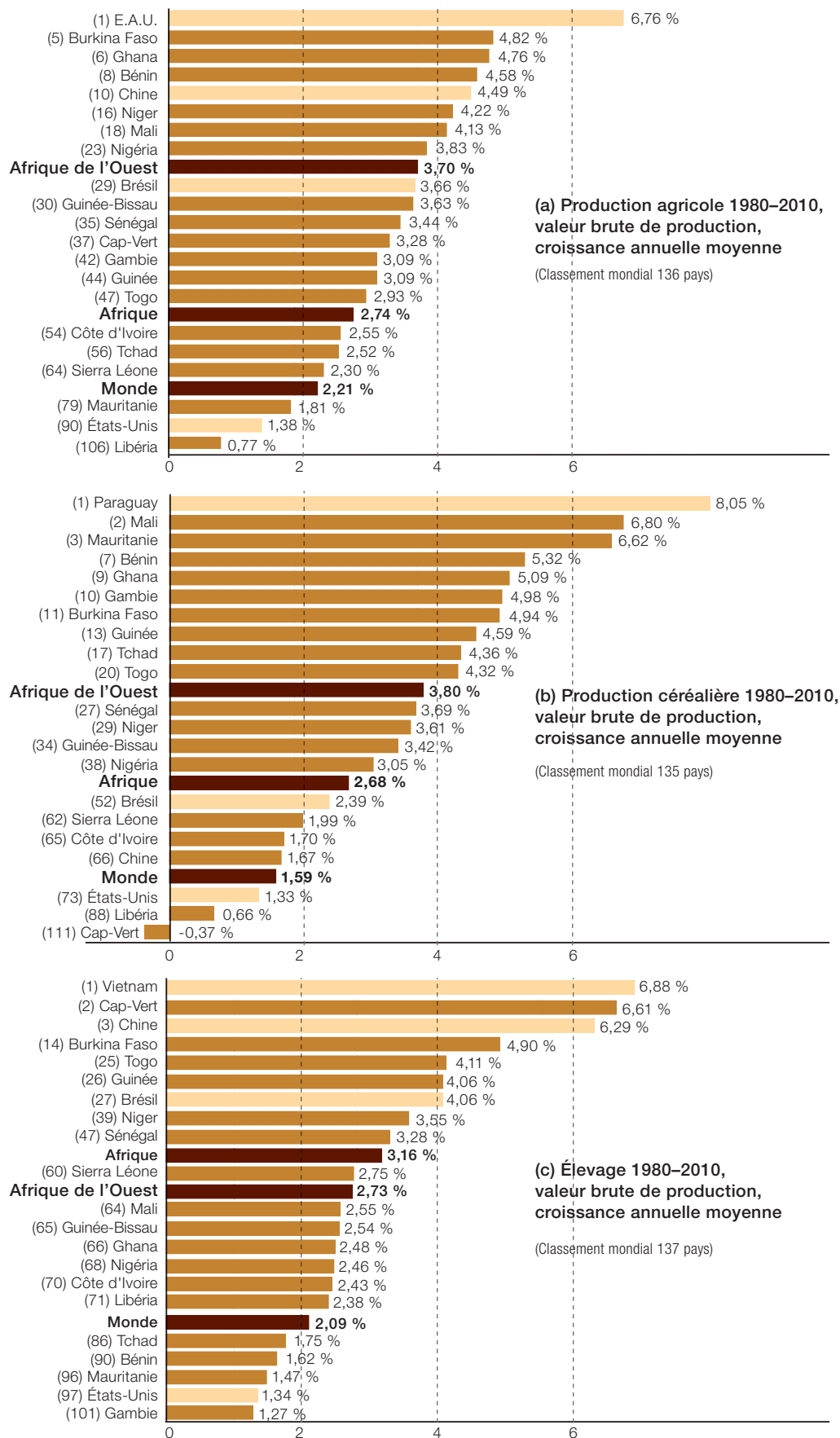
- Une orientation vers des productions destinées aux marchés local et régional. Ces dernières années auront été marquées par une progression significative des productions fortement impulsées par la demande urbaine (productions maraîchères et produits d'élevage d'espèces à cycle court).

Source : Plan d'action régional 2005–2010 pour la mise en œuvre de la Politique Agricole de la CEDEAO (ECOWAP) et du PDDAA/NEPAD en Afrique de l'Ouest



Graphique 1.6

Performances agricoles, 1980–2010



Source : FAO 2012

celle-ci fluctue entre excédents et équilibres. Le déficit commercial est significatif depuis ces 5 dernières années (2005–2009), marquées notamment par un pic des prix internationaux des céréales et plusieurs mauvaises récoltes.

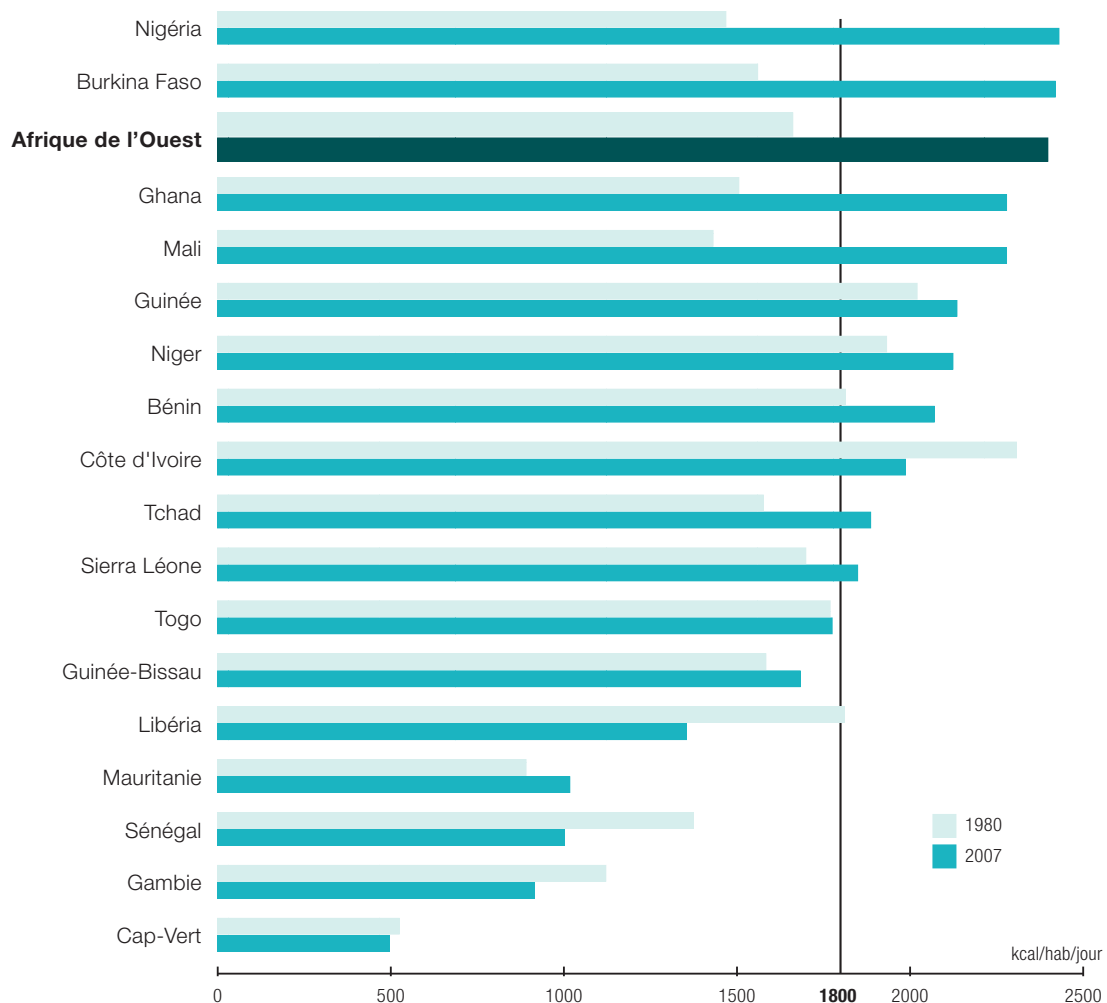
Cependant, la dépendance alimentaire vis-à-vis des importations n'a pas augmenté. Leur part dans les disponibilités alimentaires totales (en kcal), s'élève à 20 % en 2009 (Graphique 1.9). Ce chiffre est quasiment resté identique depuis le début des années 1980. Ceci montre qu'au niveau régional, les agriculteurs ouest-africains ont été capables d'augmenter leur production pour répondre à la demande croissante, particulièrement celle de la population urbaine. La part des importations dans les disponibilités énergétiques alimentaires régionales connaît cependant des variations significatives entre les pays et les groupes de pays de la région. Elle

est plus faible pour les quatre pays enclavés où les importations ne représentent que 12 % des ressources, alors qu'au Sénégal elles représentent 60 %.

L'analyse des importations de riz et de blé confirme que la dépendance vis-à-vis des importations au niveau régional n'a pas augmenté en termes relatifs. Les céréales représentent la part la plus importante des importations de denrées alimentaires, 42 % du total en 2009 (USD 3,6 milliards). Le riz et le blé représentent 97 % des importations de céréales, comptant respectivement pour 1,9 et 1,6 milliard de dollars US. En 2009, la région importe 15 kg de riz et 22,4 kg de blé par habitant. Ceci représente pour le riz une augmentation annuelle de 0,9 %, ou 3,5 kg par rapport à la quantité importée en 1980 (11,5 kg). Les importations de blé par habitant augmentent de 1,7 % par an,

Graphique 1.7

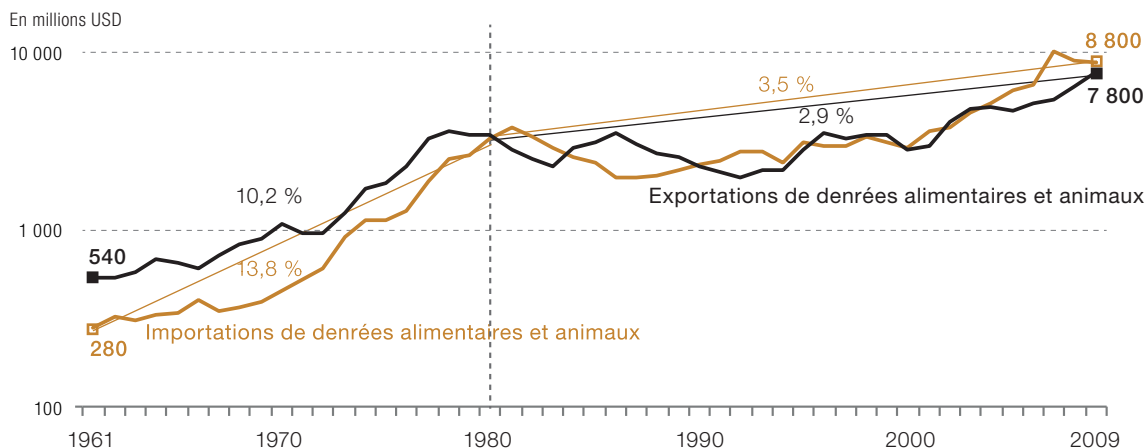
Production alimentaire disponible pour la consommation



Sources : FAO 2012 ; CSAO/OCDE 2012

Graphique 1.8

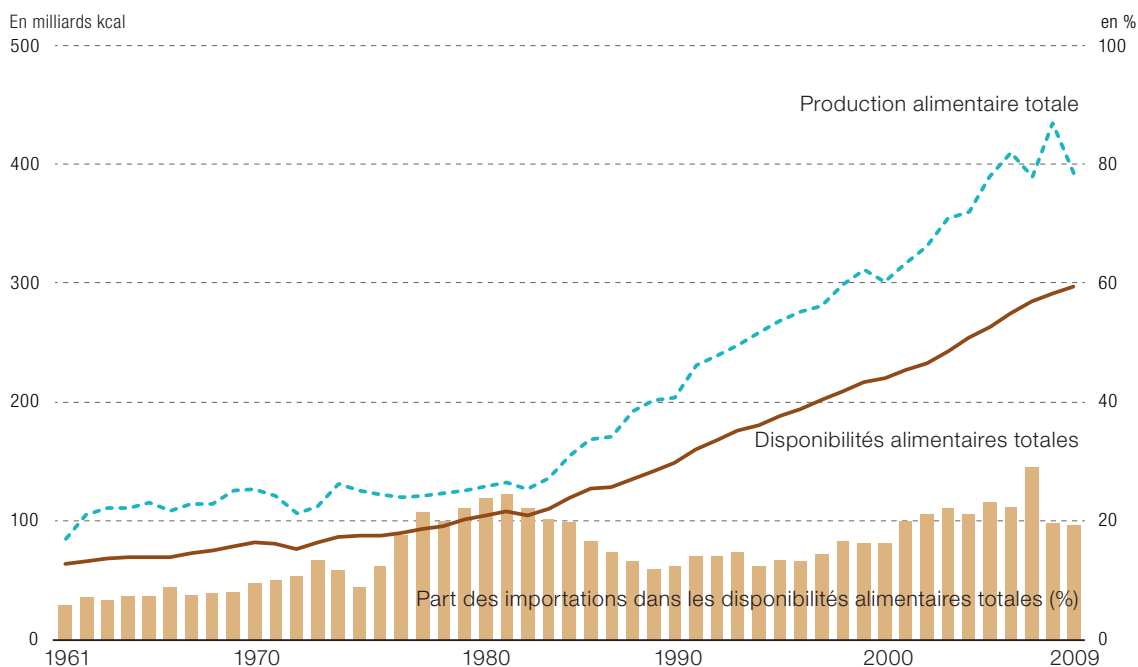
Importations et exportations de denrées alimentaires et animales



Sources : FAO 2012 ; calculs des auteurs

Graphique 1.9

Part des importations dans les disponibilités énergétiques alimentaires



Sources : FAO 2012 ; CSAO/OCDE 2012

soit 8,9 kg sur toute la période. Si l'on calcule en kilogrammes par population urbaine, les taux de croissance pour la période 1980–2010 sont négatifs pour le riz (-0,7 %) et proches de zéro pour le blé (0,2 %). Ainsi, en ce qui concerne ces deux céréales, l'hypothèse selon laquelle l'urbanisation est synonyme d'une plus grande

dépendance aux produits importés n'est pas confirmée. Ces résultats montrent que, soit le panier de consommation des ménages urbains n'a pas augmenté la demande pour les céréales importées, soit les changements ont été satisfaits par l'offre locale (Graphique 1.10).

## Lire les gains de productivité

Entre 1961 et 2007, la production alimentaire par habitant augmente de 0,5 % par an alors que la population augmentait de 2,4 %. Il y a là encore un changement remarquable à partir des années 1980. Entre 1980 et 2007, la production alimentaire par habitant augmente de 1,8 % par an contre -1,3 % entre 1961 et 1980. Il existe cependant des variations significatives entre les pays en ce qui concerne la production. Dans certains cas, celle-ci tend à s'aligner sur la croissance de la population ou dans d'autres cas s'en éloigne. Entre 1980 et 2007, la production alimentaire par habitant au Sénégal (-2,2 %) et au Niger (-0,1 %) baisse alors qu'au Nigéria (3 %) et au Ghana (2,1 %), elle connaît une augmentation plus importante que la moyenne régionale.

La production mise en marché<sup>5</sup> augmente de 5,5 % par an<sup>6</sup>. La forte croissance de la production marchande, et donc de l'agriculture commerciale, est liée à la transition rurale-urbaine et à l'émergence d'un marché

Les rendements (productivité de la terre) augmentent moins que la productivité du travail. Sur la même période 1980–2010, les rendements croissent de 1,4 % par an en moyenne. Ainsi, la hausse des rendements contribue à un tiers de l'augmentation de la production, les deux tiers restants s'expliquant par l'augmentation de la surface récoltée qui a crû de 2,9 % par an. La nature extensive de la croissance de la production est souvent mise en avant pour minimiser la performance passée de l'agriculture et/ou pour questionner son avenir potentiel. Cette interprétation passe sous silence le fait que les systèmes de production agricole sont liés non seulement à la disponibilité des terres mais aussi au choix des producteurs agricoles d'améliorer leur productivité du travail. Aussi longtemps que la terre sera facilement accessible et par conséquent un facteur de production peu onéreux, la stratégie visant à augmenter la production sera d'augmenter la surface cultivée. Ce type d'agriculture requiert très peu d'apport de main-d'œuvre et permet ainsi une productivité du travail élevée. Lorsque les disponibilités en terres agricoles seront plus faibles, la productivité du travail agricole tendra à diminuer appelant ainsi à l'intensification agricole.

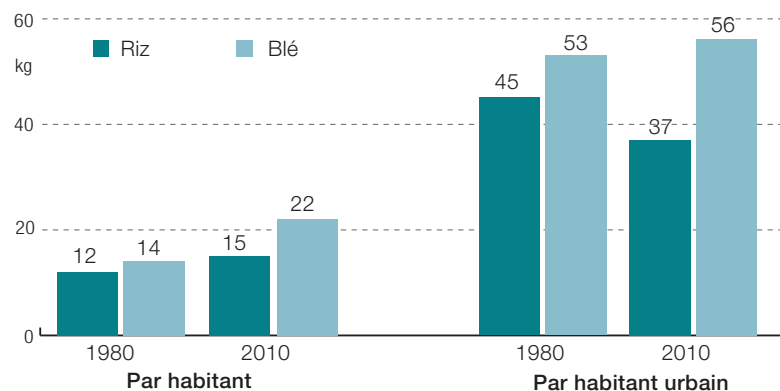
Les données montrent une reprise de la croissance des rendements et un ralentissement de la croissance des surfaces récoltées depuis 1990 (Graphique 1.11). Au cours de la dernière décennie, la croissance des rendements dépasse celle de la surface récoltée, 2,3 % versus 1,4 %. Ceci pourrait marquer un changement structurel en réponse à la densification rurale et à la réduction des terres disponibles.

La hausse des rendements contribue à un tiers de l'augmentation de la production, les deux tiers restants s'expliquant par l'augmentation de la surface récoltée.



alimentaire régional dynamique. La part des producteurs agricoles dans la population totale diminue de 83 % en 1960 à 50 % en 2010. Ceci, combiné à l'augmentation observée de la production, se traduit par des gains spectaculaires en termes de productivité par agriculteur<sup>7</sup>. Celle-ci augmente de 2,6 % par an depuis 1980 après avoir décliné au cours de la période 1961–1980.

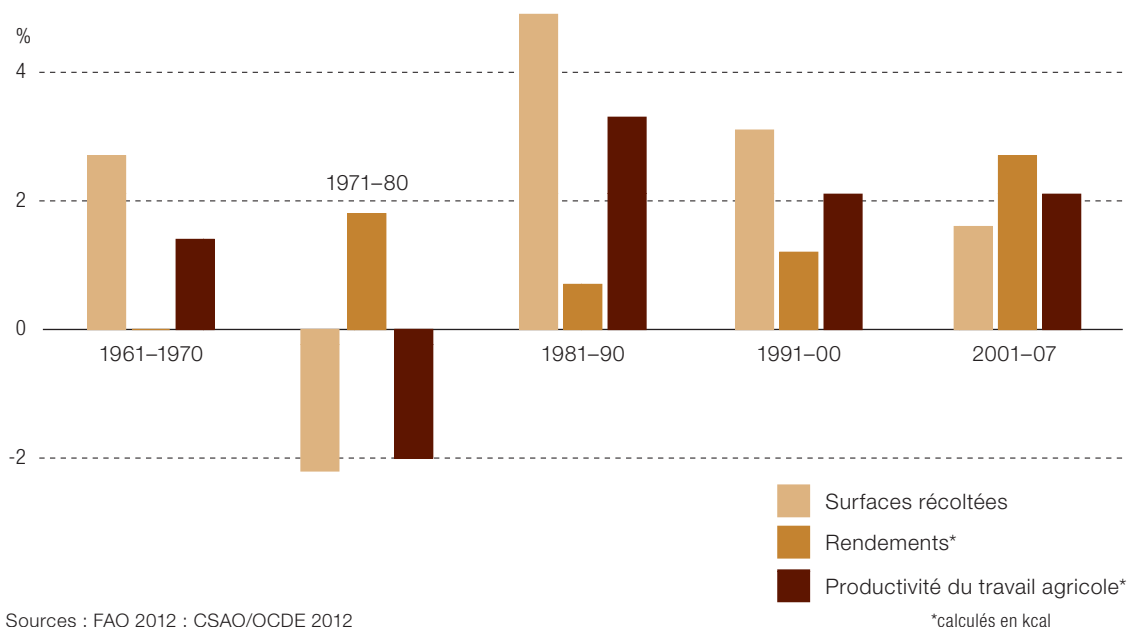
Graphique 1.10  
Importations de riz et de blé (en kg)



Sources : FAO 2012 ; CSAO/OCDE 2012

Graphique 1.11

Surfaces récoltées, rendements et productivité du travail (%)



### 1.3 L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA RÉSILIENCE

#### La sous-alimentation régionale diminue mais de manière inégale

Depuis le début des années 1990, la prévalence de la sous-alimentation, qui correspond au pourcentage de la population dont l'apport énergétique alimentaire est inférieur aux besoins énergétiques alimentaires (BEA), a diminué de près de 44 %, bien que très inégalement. Comparée à d'autres régions subsahariennes (Afrique de l'Est, centrale et australe<sup>9</sup>), l'Afrique de l'Ouest affiche de meilleurs résultats (Graphique 1.12).

Cet indicateur, établi par la FAO à partir des bilans alimentaires et diverses études réalisées au niveau des ménages<sup>9</sup>, permet d'évaluer la faim chronique et les déterminants du statut nutritionnel à long terme des ménages. Il ne reflète pas les phénomènes à court terme, tels que les pénuries saisonnières ou les fluctuations des prix alimentaires, ni ne prend en compte les crises alimentaires temporaires (Gennari, 2011). Cependant, appliqué globalement et sur une longue période, il permet de comparer les tendances entre pays et entre régions du monde. Seuls quatre pays de la région ont des

pourcentages de sous-alimentation au-dessus de la moyenne subsaharienne: le Tchad, la Sierra Léone, et le Libéria, tous touchés par des conflits ou des situations de post-conflits, ainsi que le Togo qui partait d'un niveau élevé en 1990-1992.

Le Ghana, le Nigéria, le Mali, la Mauritanie et le Burkina Faso combinent amélioration rapide de la situation nutritionnelle et prévalence faible de la sous-alimentation. (Graphique 1.13). La Gambie et le Libéria sont les seuls dont la situa-

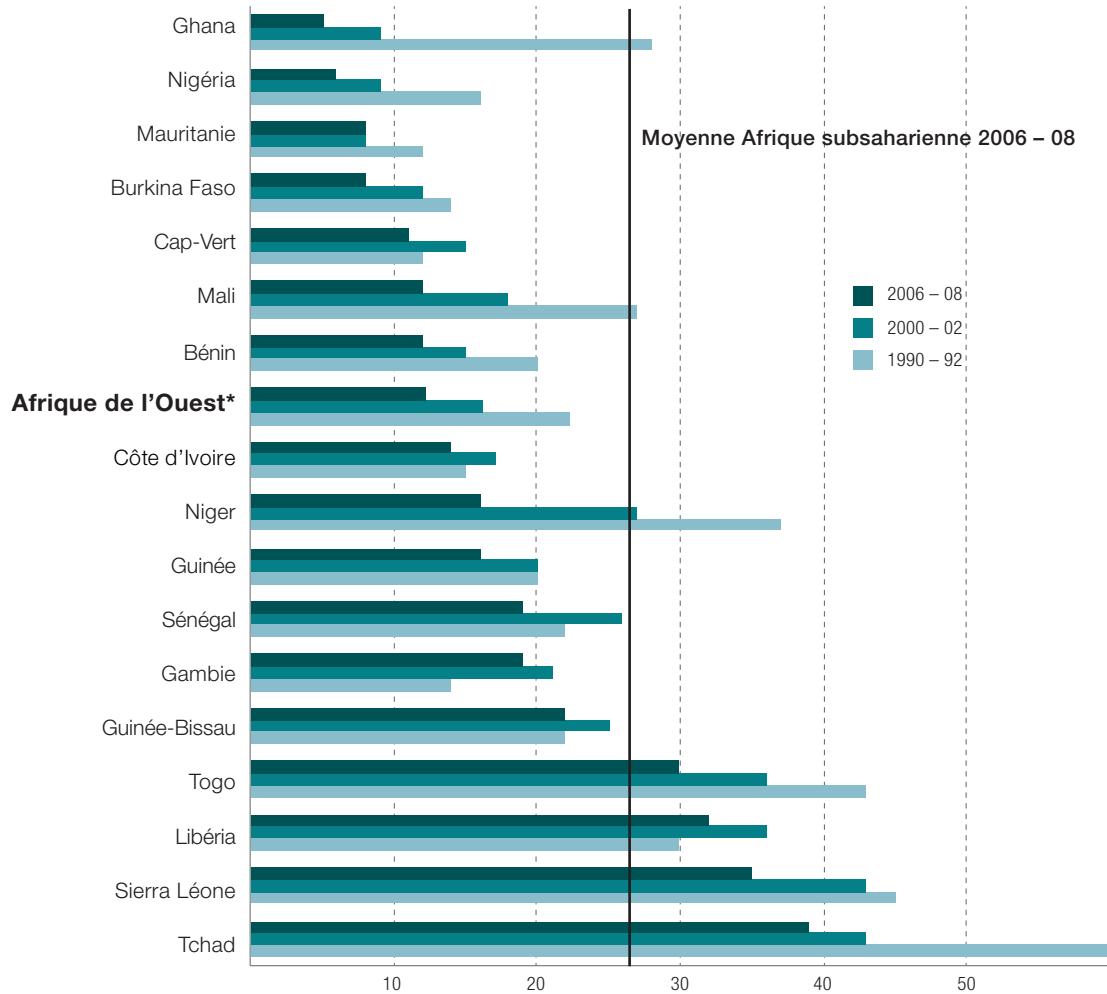
« Les pays ayant réduit leur taux de prévalence montrent, notamment, une productivité agricole croissante.

tion se dégrade sur les 16 ans. La Guinée-Bissau, après avoir vu son niveau de sous-alimentation croître, a retrouvé son niveau de 1990-92.

Les pays qui ont réduit leur taux de prévalence de la sous-alimentation montrent des caractéristiques communes: une productivité agricole en augmentation, une plus faible vulnérabilité aux catastrophes naturelles, une amélioration de l'indice de développement humain et un poids de la dette plus faible. Les

Graphique 1.12

Proportion de la population sous-alimentée



\*Moyenne pondérée

Sources : FAO 2012 ; calculs des auteurs

pays affichant des niveaux élevés et croissants de sous-alimentation ont aussi un « dividende de paix » plus faible, des résultats moindres en matière de qualité des politiques d'insertion sociale et d'équité et des taux de croissance de population plus élevés.

Les progrès récents enregistrés au Niger sont : la conséquence d'une nette amélioration des capacités de dépistage et d'une meilleure coordination entre les opérateurs de la lutte contre la malnutrition (circulation d'informations, coordination entre ONG, ONU et autorités). Au Ghana, la répartition des revenus étant a priori restée constante, l'amélioration s'explique par un meilleur accès à la nourriture (investissements en infrastructures et marchés). La production ghanéenne augmente également du fait de l'amélioration de l'environnement

économique (augmentation des revenus de la population et de la demande) de l'accès au marché pour les agriculteurs et de la recherche agronomique.

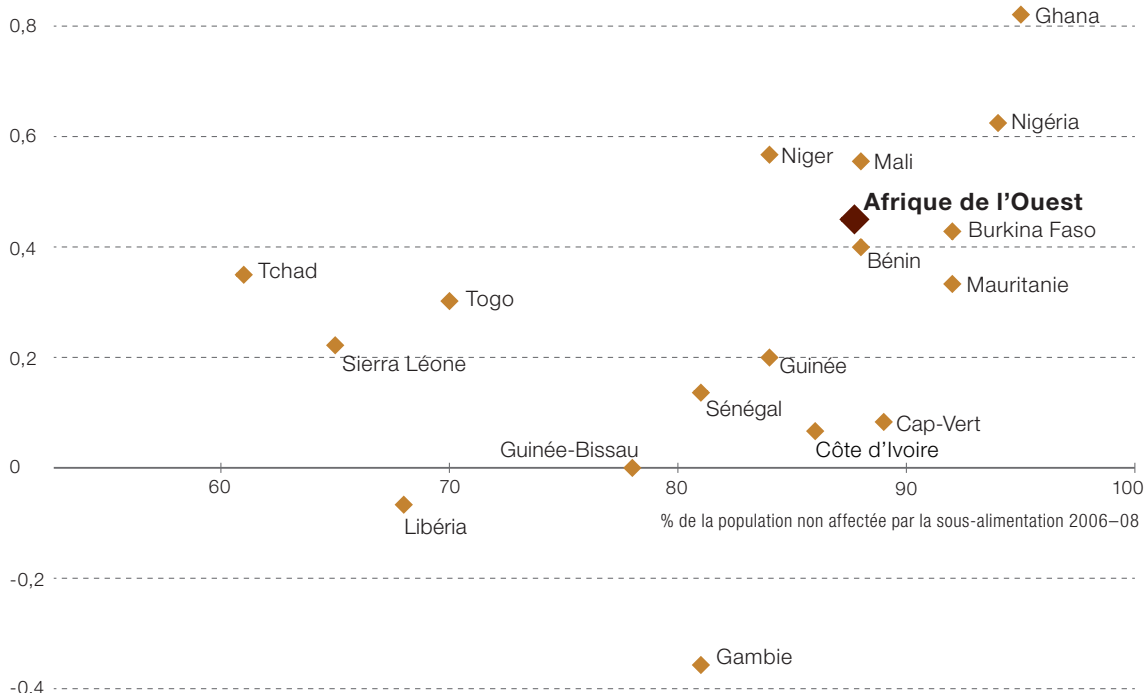
### Des progrès mesurables et des groupes toujours vulnérables

Les tendances observées au niveau de la sous-alimentation sont confirmées par l'indice de la faim dans le monde (IFM, *Global Hunger Index*). L'IFM, publié par l'IFPRI (International Food Policy Research Institute), est calculé en combinant trois indicateurs : la sous-alimentation, l'insuffisance pondérale des enfants et la mortalité infantile. L'indice offre ainsi plus d'informations sur un groupe particulièrement vulnérable, les enfants de moins

Graphique 1.13

États et progrès de la sous-alimentation, 1990–92 à 2006–08

Evolution de l'alimentation 1990–92 à 2006–08



Sources : FAO 2012 ; calculs des auteurs

de 5 ans, et classe les résultats de « bas » à « extrêmement alarmant ». Au niveau régional, l'IFM a baissé de 25 % au cours de deux dernières décennies, de 24,6 à 18,3<sup>10</sup> (18 % au niveau continental subsaharien). L'amélioration est particulièrement marquée sur la deuxième décennie (2000–2011). Entre 1990 et 2001, la situation s'améliore pour 11 pays sur 17 contre 16 entre 2001–2011 (Graphique 1.14). Seule la Côte d'Ivoire connaît une dégradation entre 1990 et 2011, de 16,6 à 18.

Les meilleures performances reviennent au Ghana au niveau de la région et du continent, qui passe d'une situation « alarmante » (21) à « modérée » (8,7) (Encadré 1.2). Les autres pays ayant le plus progressé sont la Mauritanie (-44 %), le Niger (-37 %), le Nigéria (-36 %) et le Bénin (-32 %).

Malgré une amélioration remarquable des indicateurs de sous-alimentation et de l'IFM en Afrique de l'Ouest, notamment à partir de 2000, la situation alimentaire reste critique. Selon la FAO, en 2006–08, 33 millions de personnes sont encore sous-alimentées (12 % de la population totale) contre 41 millions en 1990–92. Parmi elles, 14 millions de personnes vivent

dans les pays sahéliers (42 %) et 9 millions au Nigéria. Quatre pays ont réduit le nombre absolu de personnes sous-alimentées notamment le Nigéria (-6,9 millions) et le Ghana (-3,2 millions). Selon la classification de l'IFM,

#### Encadré 1.2

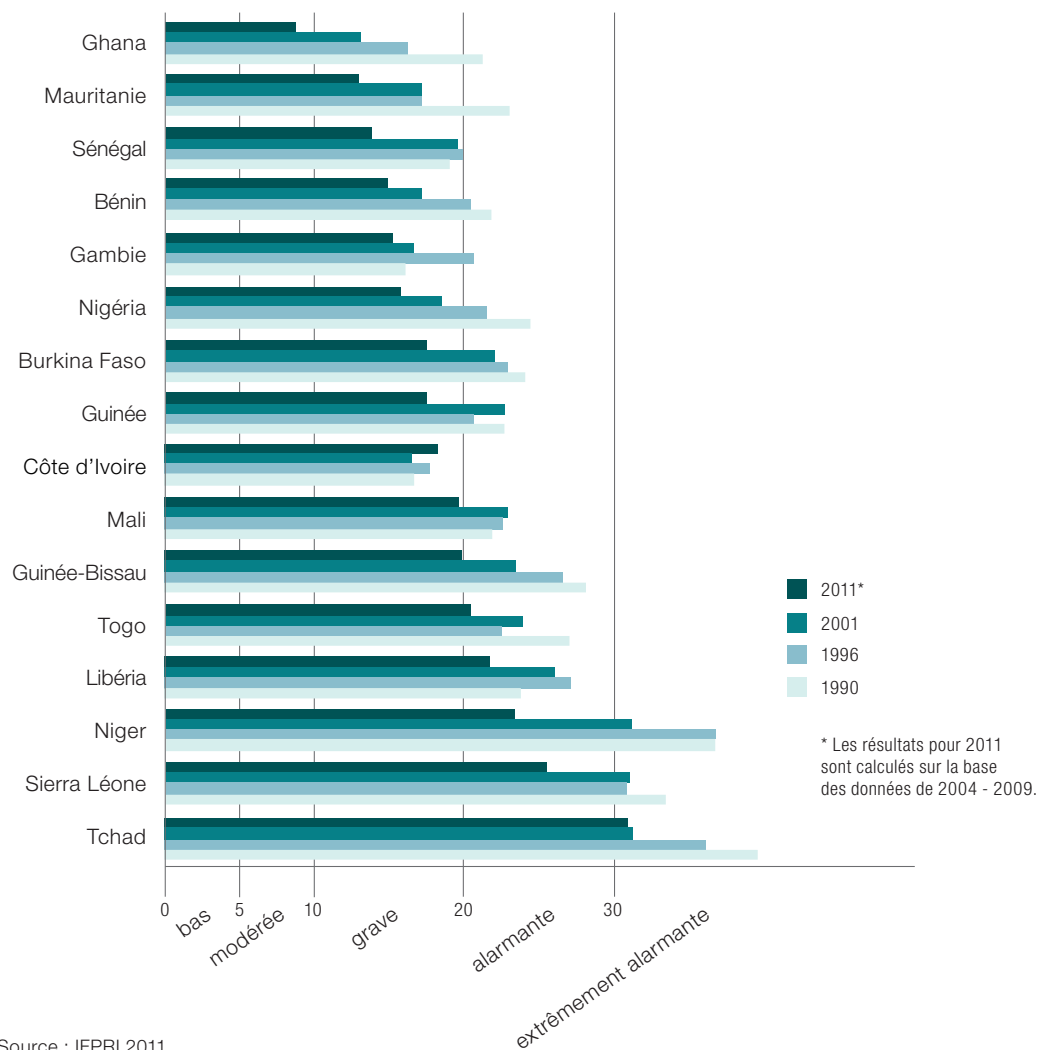
Transformation de l'agriculture et sécurité alimentaire au Ghana

« Le Ghana a été l'un des dix meilleurs élèves dans la lutte contre la faim avec une diminution de 59 % de son score IFM entre 1990 et 2011. Le succès du Ghana est le fruit d'investissements dans l'agriculture, le développement rural, l'éducation et la santé, y compris une forte augmentation des taux de vaccination (GSS, GHS et ICF Macro 2009). Le gouvernement a fourni aux agriculteurs des informations, des intrants agricoles tels que pesticides et engrais et des infrastructures comme des routes et des entrepôts. »

Source : IFPRI 2011, p. 14

Graphique 1.14

Indice de la faim dans le monde

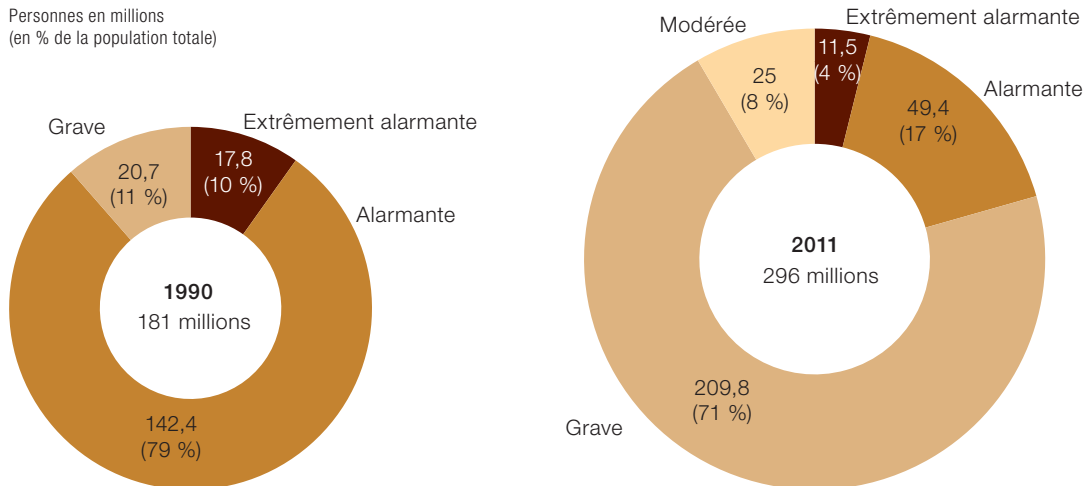


Source : IFPRI 2011

Graphique 1.15

Situation de la faim en Afrique de l'Ouest

Personnes en millions (en % de la population totale)



Sources : IFPRI 2011 ; CSAO/OCDE 2012



en 2011, 17 % de la population totale ouest-africaine est en situation «alarmante» et 4 % dans une situation «extrêmement alarmante» (Graphique 1.15). Ceci montre que la résilience reste fragile dans la mesure où plusieurs pays restent vulnérables aux chocs et crises alimentaires.

### Des crises fréquentes mais des crises différentes<sup>11</sup>

En matière de crise et d'urgence alimentaires, Rukandema et Gürkan (2003) rappellent que: «La pénurie peut être causée par une catastrophe naturelle ou par une catastrophe provoquée par l'homme, ou encore par les deux. (...) Les catastrophes naturelles sont causées par des événements (ou des dangers naturels) tels que les tremblements de terre, l'activité volcanique, les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain, les cyclones tropicaux, les ravageurs et les infestations par les maladies, etc. Par ailleurs, les catastrophes provoquées par l'homme sont causées principalement par les guerres et les crises financières/économiques<sup>12</sup>».

À travers le monde, le nombre de pays vivant des situations de crise alimentaire a

augmenté, avec une proportion croissante pour celles provoquées par l'homme. Ceci est aussi le cas en Afrique de l'Ouest, même si la plupart des crises sont dues à une combinaison des deux facteurs. Les causes naturelles sont relativement plus fréquentes jusqu'en 1990. Entre 1981 et 2011, les pays membres du CILSS sont davantage touchés par les catastrophes naturelles que les autres pays (Graphique 1.16).

La Carte 1.2 montre le nombre d'années consécutives durant lesquelles les pays des diverses régions d'Afrique ont été touchés par les crises alimentaires. L'Afrique de l'Ouest a une situation relativement bonne au regard des autres régions, en termes d'incidence des

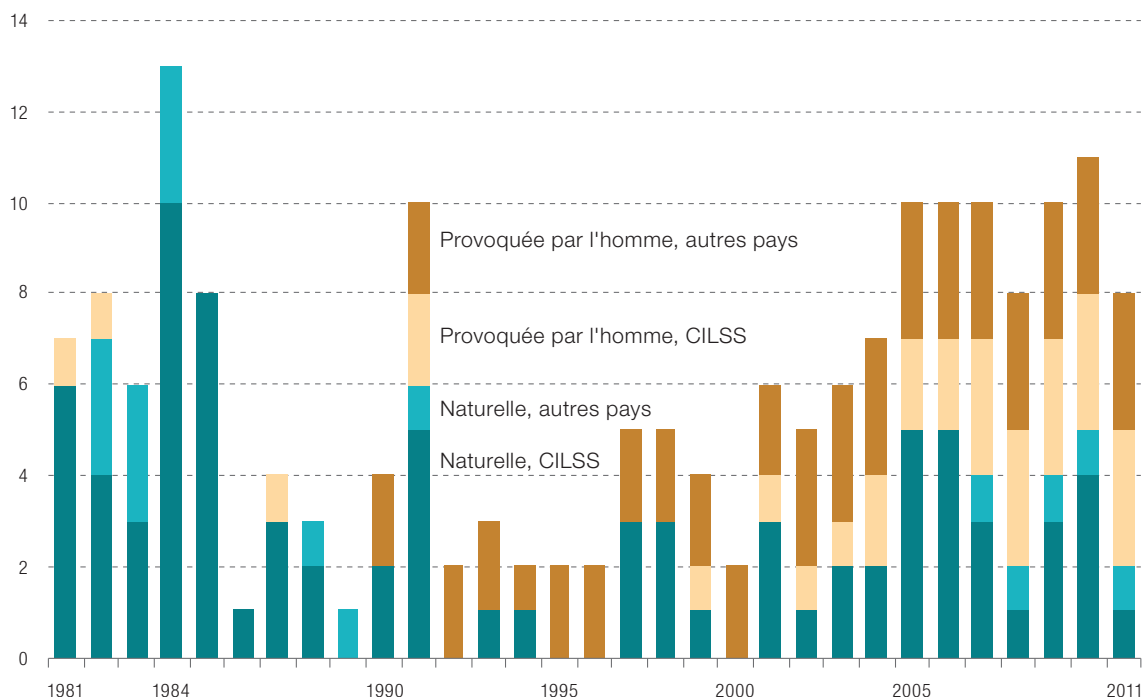
« Le nombre de pays vivant des situations de crise alimentaire a augmenté.

catastrophes naturelles. Les pays présentant la fréquence de crises la plus élevée sont aussi ceux qui sont plus touchés par les conflits et les risques sévères de catastrophes naturelles.

Il existe deux types de catastrophes naturelles, les graduelles comme les sécheresses, et les soudaines comme les inondations, les tremblements de terre, les cyclones/ouragans et les glissements de terrain.

Graphique 1.16

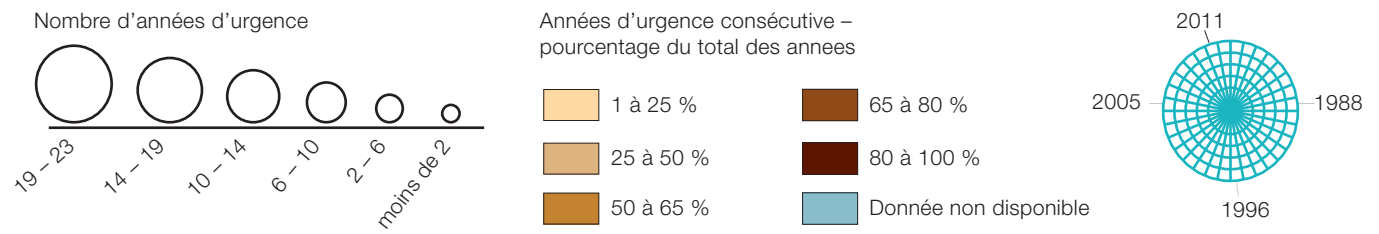
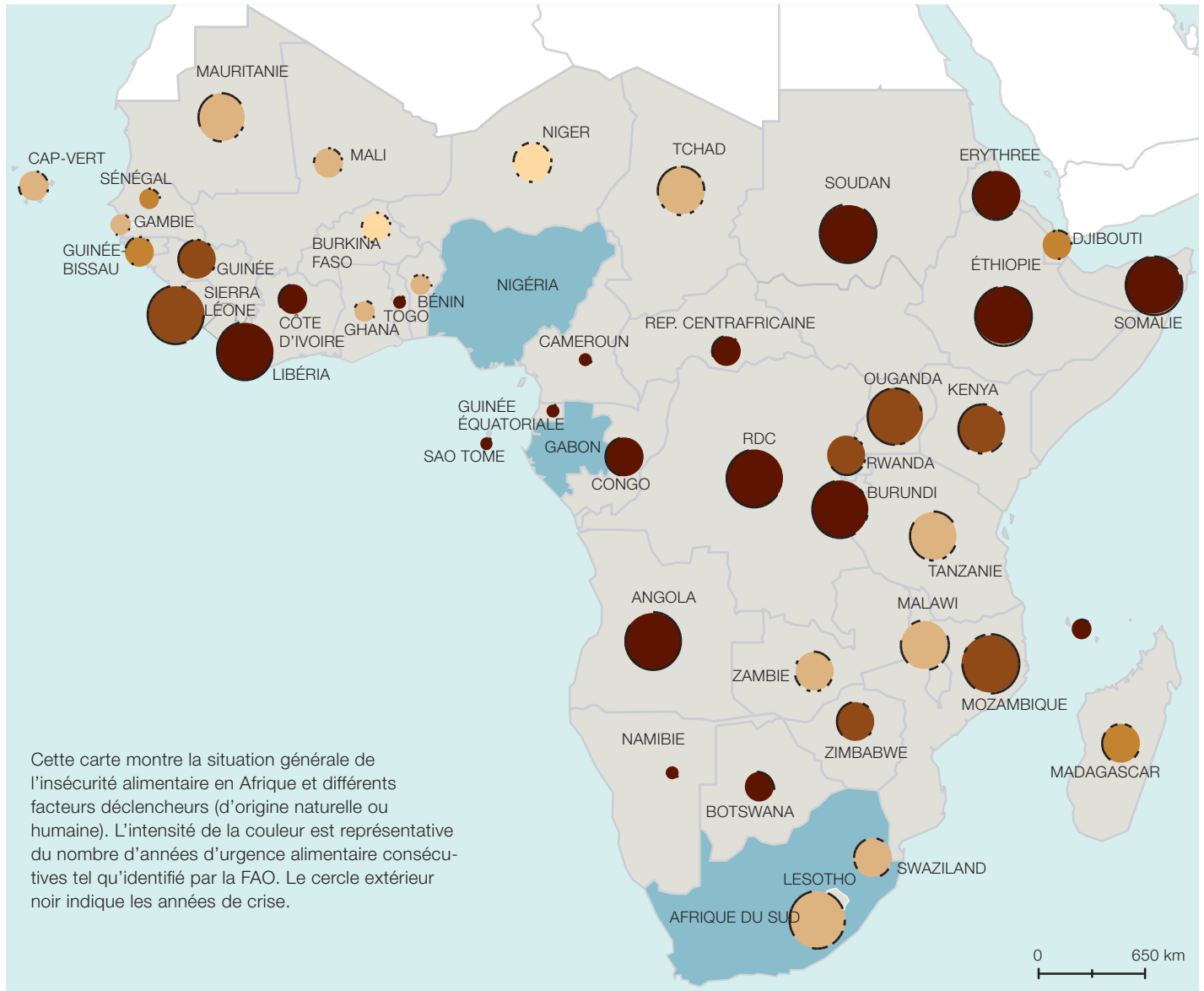
Nombre et causes des crises alimentaires – CILSS et Afrique de l'Ouest



Source : FAO/SMIAR 2011

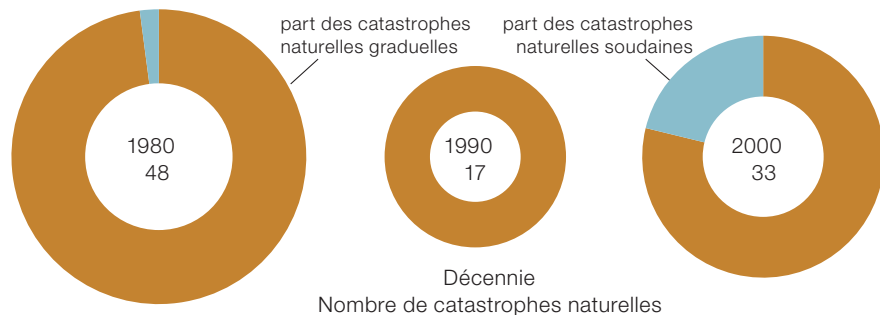
Carte 1.2

Afrique et crises alimentaires, 1980–2011



Source : FAO/SMIAR 2011

Graphique 1.17  
Catastrophes naturelles soudaines et graduelles en Afrique de l'Ouest



Source : FAO/SMIAR 2011

Les crises consécutives aux catastrophes naturelles de premier type se prêtent à être contenues ou prévenues par des systèmes d'alerte précoce et un certain degré de préparation, qui peuvent en réduire les conséquences potentielles. La grande fluctuation de la production des cultures pluviales en Afrique subsaharienne et la fréquence des sécheresses, représentant des menaces pour le développement économique et social, peuvent affecter la sécurité alimentaire sur le long terme. Les chocs à court terme peuvent entraîner des impacts à plus long terme sur des moyens de subsistance vulnérables à travers la destruction de ce qui constitue la base des moyens d'existence et qui ne peut être reconstituée rapidement (ex: perte du bétail).

La région est principalement touchée par des crises à évolution lente, comme la sécheresse. Globalement, le nombre de catastrophes naturelles en Afrique de l'Ouest a diminué depuis les années 1980, même si le niveau des années 2000 est plus important que celui de la décennie précédente (Graphique 1.17). Le nombre, mais aussi la part des catastrophes naturelles soudaines, ont augmenté au cours de la dernière décennie.

Les deux principales causes des catastrophes provoquées par l'homme sont les crises économiques et les guerres civiles. Au niveau international, c'est la proportion des chocs socio-économiques qui a augmenté plutôt que les conflits ouverts, passant de 2 % dans les années 1980 à 11 % dans les années 1990 et 27 % après 2000. C'est aussi le cas en Afrique de l'Ouest depuis le début des années 1980.

Au cours des cinquante dernières années, la région a subi des conflits internes ou transfrontaliers. Selon la base de données sur les conflits de l'UCDP/PRIO<sup>13</sup>, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, tous les pays à l'exception du Bénin et du Cap-Vert ont traversé des crises de type, d'intensité et de durée diverses<sup>14</sup>. Le Tableau 1.1 montre qu'au cours des années, le Tchad, le Nigéria, le Libéria, la Sierra Léone et la Côte d'Ivoire sont les plus sérieusement touchés.

Le Centre pour le Développement International et la Gestion des Conflits (CDIGC) estime que sur les 25 pays présentant les plus hauts risques de nouvelles défaillances, tous, à l'exception de trois, se trouvent en Afrique. Parmi ces pays, dix se situent en Afrique de l'Ouest.

Tableau 1.1

Conflits ouest-africains classés par niveau d'intensité, 1946–2011

	Intensité	Années pour le niveau 1	Années pour le niveau 2	Conflit 'Pénalité**
Bénin		0	0	0
Cap-Vert		0	0	0
Burkina Faso	1	2	0	2
Gambie	1	2	0	2
Togo	1	2	0	2
Ghana	1	3	0	3
Guinée	1	3	0	3
Mauritanie	1	4	0	4
Mali	1	6	0	6
Sénégal	1	10	0	10
Niger	1	12	0	12
Guinée-Bissau	1	1	1	101
Côte d'Ivoire	2	3	2	203
Sierra Léone	1	8	2	208
Libéria	2	9	3	309
Nigéria	1	3	4	403
Tchad	2	18	19	1918

\* Niveau 2 « guerre » a un poids relatif 100 fois plus grand que niveau 1 « conflits mineurs », Source: Uppsala Conflict Data Programme UCDP/PRIO Oslo

### Conjuguer risques et résilience

Le système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO a développé un indice composite de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire combinant les risques et la résilience. Plusieurs facteurs sont responsables de la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire. Certains peuvent créer un risque pour les populations de se trouver en situation de précarité alimentaire ou de malnutrition (ou aggravent ces situations lorsqu'elles existent déjà), d'autres ont une incidence sur leur

résilience. Le risque est souvent défini comme la valeur probable d'un événement nuisible (soit la probabilité de survenue de ce risque, multipliée par la valeur de la perte imputable à cet événement). La résilience englobe : la capacité de réaction sociale, liée à l'accès aux services d'éducation et de santé, et la capacité de réaction macro-économique, liée aux performances économiques du pays et à sa capacité à mobiliser les ressources. Par conséquent, on estime qu'un groupe présentant une faible exposition au risque et une résilience élevée, a un faible degré de vulnérabilité. Inversement, un groupe ayant une exposition au risque élevée et une faible résilience est considéré comme très vulnérable.

À partir d'indicateurs structurels de long terme et d'informations conjoncturelles (ex : événements climatiques ou prix à la consommation) fréquemment mis à jour, la valeur de l'indice de vulnérabilité vise à (1) détecter des changements à court terme dans un pays présentant un risque d'insécurité alimentaire; (2) suivre l'évolution de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire analysée rétroactivement; et (3) estimer l'importance relative des facteurs (naturels) à l'origine d'une telle vulnérabilité.

Au niveau régional, il y a une relation entre la prévalence de la sous-alimentation et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.



L'échelle des valeurs s'étend de 0 à 1, les valeurs les plus hautes correspondant au pays les plus vulnérables. Il est composé des trois éléments principaux sur lesquels reposent la vulnérabilité; (1) le degré d'exposition à des chocs potentiels de différents types, fonction du degré de diversification économique, du degré d'accès au marché et de la dépendance d'un pays aux produits alimentaires importés (poids relative dans l'index 19 %); (2) la relative sévérité des chocs et leur impact sur la sécurité alimentaire, fonction de la prévalence et de l'impact des catastrophes naturelles, de la variabilité de la production céréalière, de l'étendue des conflits et du niveau de l'inflation des prix (poids relatif dans l'index 56 %); (3) la capacité de réaction sociale et macro-économique (poids relatif dans l'index 25 %) <sup>15</sup>.

En 2010, le Tchad est le pays le plus vulnérable à l'insécurité alimentaire de la région, et le Cap-Vert le moins (Tableau 1.2). Les sept pays

les plus fragiles de la région figurent parmi les 20 plus fragiles au niveau mondial. Ils (a) ont une forte exposition structurelle à l'insécurité alimentaire (Niger, Mauritanie), (b) sont davantage touchés par les catastrophes, qu'elles soient d'origine naturelle ou humaine, ou les deux (comme pour le Tchad et le Bénin) et (c) montrent une capacité de réaction aux chocs plus faible (ex : Niger).

Tableau 1.2  
FAO/SMIAR Indice de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, 2010

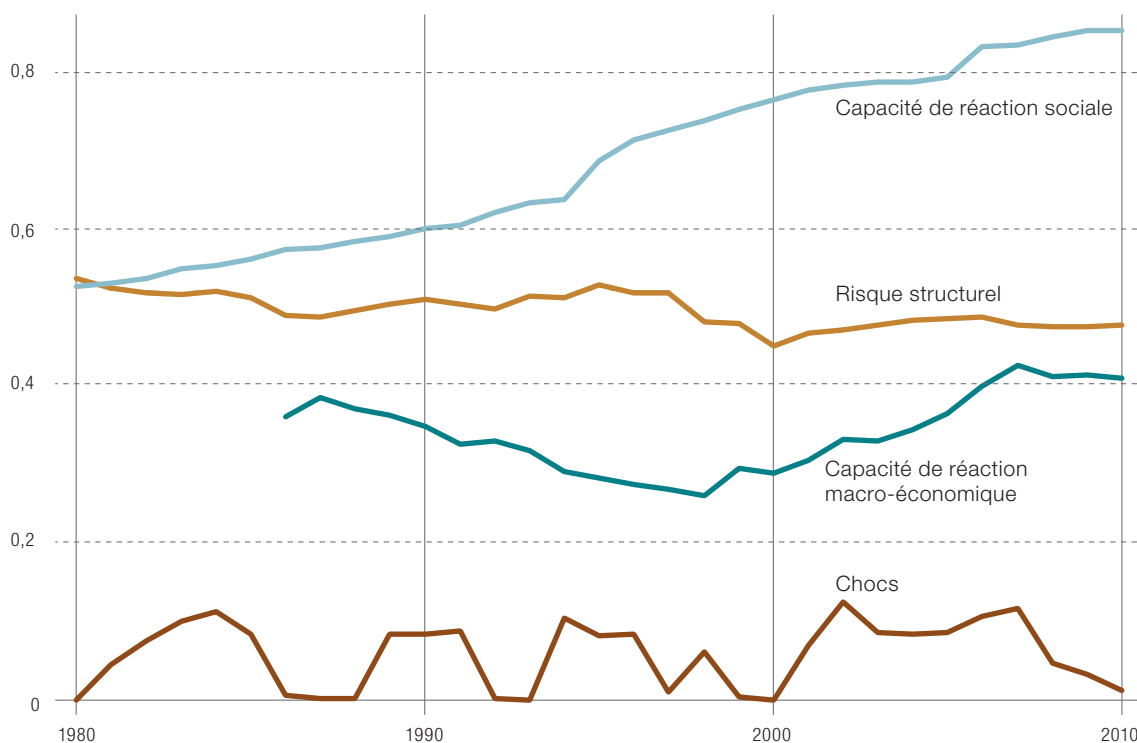
	Indice
Tchad	0,417
Bénin	0,403
Niger	0,400
Mauritanie	0,387
Mali	0,377
Nigéria	0,356
Libéria	0,348
Burkina Faso	0,345
Sierra Léone	0,343
Guinée	0,341
Togo	0,300
Guinée-Bissau	0,298
Ghana	0,286
Sénégal	0,283
Côte d'Ivoire	0,277
Gambie	0,271
Cap-Vert	0,188

Source: Troubat, N. FAO/GIEWS 2011

L'exposition structurelle aux risques, l'intensité des chocs et les capacités de résilience expliquent les performances du Cap-Vert (Graphique 1.18). Ses capacités de réaction sociale et macro-économique ont augmenté de 62 % et 13 % respectivement, du fait des progrès économiques accomplis entre 1980 et 2010. Le risque structurel à l'insécurité alimentaire a

Graphique 1.18

Composition de l'indice de vulnérabilité au Cap-Vert, 1980–2010



Source : FAO/SMIAR 2012

baissé de 11 % sur la même période et l'exposition aux chocs est restée faible.

Au niveau régional, il y a une relation entre la prévalence de la sous-alimentation et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Lorsque la sous-alimentation est faible et tend à diminuer, le risque structurel lié à l'insécurité alimentaire baisse progressivement ou reste stable (ex : Nigéria). Inversement, les niveaux moyens de sous-alimentation correspondent à un risque structurel stable ou croissant d'insécurité alimentaire dans cinq cas sur sept. D'autre part, la majorité des pays présentant un niveau élevé de sous-alimentation affichent parallèlement un risque structurel d'insécurité alimentaire progressivement croissant.

Les pays qui ont tendance à connaître des chocs très sévères sont ceux qui sont dans une situation de sous-alimentation élevée. Les pays dans ce cas sont touchés, non seulement par des catastrophes naturelles mais aussi par des conflits (Tchad, Sierra Léone et Libéria). Les facteurs sous-jacents à la capacité de résilience sont en corrélation avec la prévalence de la sous-alimentation : dans quatre cas sur cinq,

la capacité de réaction est stable ou diminue dans les pays où la sous-alimentation est élevée. Les pays ayant la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire la plus élevée sont le Tchad, la Guinée-Bissau et le Niger.

Les efforts des pays ouest-africains et leurs organisations régionales dans la mise en œuvre des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire<sup>16</sup> témoignent de l'importance qu'ils attachent à la prise en compte des risques et de la résilience. Un des trois programmes mobilisateurs du pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA est axé sur la réduction de la vulnérabilité alimentaire et la promotion de l'accès durable à l'alimentation. Son objectif global « est de contribuer à assurer la couverture des besoins alimentaires des populations vulnérables et de réduire la vulnérabilité structurelle des populations tant en milieu rural qu'en milieu urbain » (CEDEAO, 2009). Ce programme prévoit notamment la définition d'une approche régionale des filets de sécurité ainsi que la promotion des instruments régionaux de sécurité alimentaire.

La Stratégie régionale de Stockage de sécurité alimentaire qui opérationnalise la composante du programme régional d'investissements de l'ECOWAP/PDDAA (2011) a fait l'objet d'une concertation avec les autres organisations régionales (UEMOA et CILSS) et les réseaux d'acteurs (OP, ONG). Cette stratégie

globale vise à assurer la convergence et la complémentarité avec les politiques nationales de stockage. Elle s'inscrit en cohérence avec le Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire (CSSA) du CILSS dont l'un des objectifs est « l'obtention d'une sécurité alimentaire complète pour le Sahel à l'horizon 2015 ».

NOTES

- 1 Le peuplement décrit la croissance et la distribution spatiale de la population à l'intérieur d'un pays ou d'une région.
- 2 WALTPS: West Africa Long Term Perspective Study.
- 3 La production d'énergie (en kcal) disponible pour la consommation alimentaire, calculée à partir des bilans alimentaires de la FAO, exclut toute production agricole non utilisée pour la consommation humaine (comme les matières premières et l'alimentation animale) et les quantités produites qui ne sont pas disponibles directement pour la consommation humaine (semences, pertes, etc.).
- 4 [www.fao.org/hunger](http://www.fao.org/hunger).
- 5 La production mise en marché correspond aux quantités effectivement offertes sur les marchés. Elle est estimée à partir des disponibilités alimentaires moyennes par personne, multipliées par le nombre de producteurs agricoles. Cette quantité, assimilée à l'autoconsommation des producteurs, est ensuite soustraite à la production totale fournissant ainsi une première approximation des quantités mises en marché.
- 6 Croissance calculée en kcal.
- 7 La notion de productivité agricole renverra, tout au long de ce rapport, à la productivité du travail agricole, c'est-à-dire à la production par agriculteur. Le terme de rendement agricole sera utilisé pour la production par hectare récolté.
- 8 Voir notamment FAO/SOFI, 2008.
- 9 Enquêtes de consommation alimentaire et de diversité de l'alimentation, enquêtes nutritionnelles ou enquêtes sur le niveau de vie.
- 10 Moyenne arithmétique au niveau régional.
- 11 Cette section rassemble un certain nombre de sources de données et types d'analyse: (a) la base de données temporelles FAO/SMIAR des pays classés comme « en crise et nécessitant une aide extérieure », (b) la base de données du CRED/OFDA des catastrophes naturelles et situations d'urgence humanitaire, (c) le programme conflict data (données de conflits) de l'Université d'Uppsala (Suède), et (d) les données et analyses du Center for International Development and Conflict Management (CIDCM) de l'Université de Maryland (USA). Il s'appuie aussi sur les travaux récents de la FAO, présentés dans la publication 2009 SOFI « Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées ».
- 12 La spéculation en fait désormais partie.
- 13 Uppsala University Conflict Data Programme, Mise à jour 2011.
- 14 La base de données distingue quatre types de conflits: extra-systémique, inter-États, internes et internes internationalisés (tels que la guerre du Biafra). Les niveaux d'intensité sont classés en niveau 1 pour les « conflits mineurs » impliquant moins d'un millier de morts et en niveau 2 pour les « guerres » présentant un nombre plus important de pertes humaines.
- 15 La composition de l'indice et le poids relatif de chaque variable sont présentés en Annexe A.
- 16 Souvent connus sous le nom de Programmes nationaux d'investissement agricole (PNIA) et programmes régionaux d'investissement agricole (PRIA).

## Bibliographie

- AFD (Agence Française de Développement) (2009), « Africapolis, Dynamiques de l'urbanisation, 1950–2020 : Approche géostatistique, Afrique de l'Ouest », Paris.
- Alinovi, L., G. Hemrich et L. Russo (2008), « Beyond relief: Food security in protracted crisis, FAO and Practical Action Publishing », Rugby.
- Banque mondiale (2009), « Rapport sur le développement dans le monde: repenser la géographie économique », Washington, DC.
- Beintema, N. & G. J. Stads (2011), « African Agricultural R&D in the New Millennium – Food Policy Report », Agricultural Science & Technology Indicators. Rome.
- Cafiero, C. (2011), « Assessing Undernourishment – FAO's current methods and proposals for improvement », FAO, Rome.
- Centre Régional AGRHYMET (2010), « Le Sahel face aux changements climatiques: Enjeux pour un développement durable », Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Ouagadougou, Burkina Faso.
- CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) (2008), « Les potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest », Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde.
- Club du Sahel/OCDE (1998), « Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest. Une vision à l'horizon 2020 », Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest (West Africa Long-Term Perspective Study), Éditions OCDE Paris.

- Commission de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) (2008), « Regional Agricultural Policy for West Africa: ECOWAP », CEDEAO, Condé-sur-Noireau, Belgique.
- CSAO (2009), « Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest », Coll. « Cahiers de l'Afrique de l'Ouest », Éditions OCDE, Paris.
- CSAO (2011), « Crise rizicole de 2008 : chocs et nouveaux enjeux », Coll. « Enjeux ouest-africains » n°02, OCDE, Paris.
- Fan, S., B. Omilola et M. Lambert (2009), « Public spending for agriculture in Africa: Trends and composition ». Regional strategy analysis and knowledge support system, working paper n°28, IFPRI, Washington, D.C.
- FAO (2005), « The state of food insecurity in the world – 2005, Eradicating world hunger – key to achieving the Millennium Development Goals », FAO, Rome.
- FAO (2006), « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde – 2006, Éradiquer la faim dans le monde – bilan 10 ans après le Sommet mondial de l'alimentation », FAO, Rome.
- FAO (2008), « The state of food insecurity in the world – 2008, High food prices and food security – threats and opportunities », FAO, Rome.
- FAO (2009), « The special challenge for subsaharan Africa. How to feed the world in 2050 », FAO, Rome.
- FAO (2010), « The state of food insecurity in the world, Addressing food insecurity in protracted crises », FAO, Rome.
- Gennari, P. (2011), « The FAO chronic hunger index. Measuring food insecurity and assessing the sustainability of global food systems », National Academy of Sciences, Washington, D.C.
- Hewitt, J., J. Wilkenfeld et T. Gurr (2010), « Peace and conflict 2010 – Executive summary », Center for international development and conflict management, University of Maryland, Paradigm Publishers, Boulder.
- IDASA's Economic Governance Programme (2010), « Conference report on governance and small-scale agriculture in West Africa », IDASA, Nairobi.
- IFPRI (International Food Policy Research Institute) (2009), « The concept of the global hunger index », IFPRI, Washington, D.C.
- IFPRI (International Food Policy Research Institute) (2011), « Transforming African economies – Factsheet on Nigeria », IFPRI, Washington, D.C.
- OFDA/CRED (2011), « 2010 disasters in numbers », International disaster database, Brussels.
- Salliot, E. (2010), « Revue des événements sécuritaires au Sahel 1967–2007 », Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, Paris.
- Troubat, N. (2011), « The Early warning index for external assistance requirement for food (EWEAR) », Global Information and Early Warning System, FAO, Rome.
- UN Habitat (2010), « The state of African cities 2010: Governance, Inequality and Urban Land Markets », Nairobi.
- WAEMU Commission & ECOWAS Executive Secretariat (2006), « Regional integration for growth and poverty reduction in West Africa: Strategies and plans of action », ECOWAS, Abuja & Ouagadougou.
- World Bank Development Research Group (2009), « World Development Report, 2009: Reshaping economic geography », World Bank, Washington, D.C.





Extrait de :  
**Settlement, Market and Food Security**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9789264187443-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2013), « Regards rétrospectifs sur le peuplement, l'agriculture et l'insécurité alimentaire », dans *Settlement, Market and Food Security*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264187412-5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).